

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ferai remarquer que nous avons eu recours à une entreprise canadienne de sondage, contrairement au Nouveau Parti démocratique du Canada qui préfère des entreprises américaines.

• (1500)

Le député sait que lorsqu'on élabore des politiques, il est utile de connaître les attitudes et les orientations des Canadiens pour mieux en tenir compte dans les décisions qu'on prend. Les députés tâtent le pouls de leurs électeurs. C'est la même chose qu'on essaie de faire par des sondages.

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, j'adresse aujourd'hui ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En 1984-1985, on avait établi un pont aérien entre l'Éthiopie et Israël afin de permettre aux Juifs d'Éthiopie de fuir les persécutions et la famine. Malheureusement, des milliers de Juifs sont restés derrière et, parmi eux, 1 500 enfants dont beaucoup ont vu leurs parents partir pour Israël.

Compte tenu des bonnes relations que le Canada a toujours entretenues avec l'Éthiopie et du fait que la famine sévit à nouveau dans ce pays, qu'est-ce que le Canada est disposé à faire pour assurer la libération et l'émigration de ces malheureux, de sorte qu'ils puissent retrouver leurs familles?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, mon ministère et moi nous occupons de cette affaire depuis des années déjà et nous allons continuer de faire notre possible pour favoriser la réunification des familles juives d'Éthiopie.

Évidemment, il est plus facile pour nous de faciliter la réunification des familles dont des membres vivent au Canada. Nous demandons régulièrement au gouvernement éthiopien de nous aider à cet égard et nous allons continuer à le faire. Si le député, ou qui que ce soit d'autre, a des cas particuliers à me signaler, qu'il le fasse, et je m'en occuperai.

M. le Président: Le député de Winnipeg-Nord-Centre a la parole pour poser une seule question.

L'AGRICULTURE

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, c'est au ministre de l'Agriculture que je m'adresse. L'agriculteur de l'ouest du Canada, il le sait pertinemment, éprouve de très graves difficultés. Selon les prévisions, son revenu cette année ne devrait représenter que 10 p. 100 de son revenu de l'année dernière. Autrement dit, il gagnera autant qu'en 1941.

Ma question est très précise. Les Américains ont répondu qu'ils étaient prêts à faire ce qu'il fallait pour s'assurer des débouchés. Ils sont prêts à payer n'importe quoi pour protéger leur marché. Or, ce marché est le même que le nôtre. Ils sont prêts à payer 20 \$ la tonne pour vendre leur blé à l'Union soviétique. Quelles mesures le ministre entend-il prendre pour protéger l'agriculteur canadien?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député le sait, les agriculteurs partout au Canada ont touché en 1988 un revenu plus élevé que jamais auparavant. En 1989, ils ont touché un revenu légèrement inférieur, mais quand même supérieur de 15 p. 100 à la moyenne des cinq dernières années.

Comme, selon les prévisions, ils ne devraient pas toucher de revenu de cet ordre en 1990, les gouvernements fédéral et provinciaux ont créé un comité pour étudier les difficultés qu'éprouvent les agriculteurs par suite de la sécheresse, des liquidités insuffisantes et des autres contraintes financières. Je compte en recevoir un rapport complet d'ici la fin de février.

Nous n'obtiendrons pas, le député le sait, les données préliminaires concernant les récoltes avant les premiers jours de février. Nous les examinerons pour voir si les programmes que nous avons mis en oeuvre pourront donner des résultats ou si, au contraire, nous devons élaborer un nouveau programme d'aide de concert avec les provinces.

M. le Président: Le député de Brant est autorisé à poser une seule question.

* * *

LES ESSAIS DE MISSILES DE CROISIÈRE

M. Derek Blackburn (Brant): Au début de la semaine, monsieur le Président, j'ai interrogé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la possibilité de mettre fin aux essais de missiles de croisière au Canada. Celui-ci m'a répondu que le Canada réglait sa conduite